

limitée des masses urbaines. Le climat y est particulièrement propice au développement de la tactique de guérilla qui peut aboutir à une victoire si un minimum de conditions favorables est assuré, notamment l'existence d'une direction réellement indépendante par rapport à Pékin et à Moscou.

Dans la recherche désespérée d'un minimum de stabilité politique et sociale, la caste des officiers birmans est allée loin sur la voie de l'anti-impérialisme dans cette région. Pratiquement toute la propriété impérialiste et la majeure partie de la propriété urbaine de la bourgeoisie « nationale » birmane ont été nationalisées. Il s'est cependant avéré que la clé de l'avenir social de ce pays, comme de tous les pays du même genre, se trouve à la campagne, que sans véritable révolution agraire il est impossible de mobiliser réellement les masses populaires et surtout de créer une base de départ pour surmonter, ne fût-ce que graduellement, les causes réelles du sous-développement. Dans ce domaine, le régime militaire birman a failli. Cette faillite a facilité la reprise de la guerre des partisans, qui a poussé Rangoon à quémander l'aide militaire et économique de l'impérialisme.

Le tournant de la plupart des P.C. de cette zone vers une guerre de guérilla et vers le déclenchement de la révolution agraire favorise incontestablement la sélection d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire, hostile à la « coexistence pacifique » et aux illusions gradualistes, prête à déclencher un processus de « révolution ininterrompue ». Ses liens avec Pékin ont jusqu'ici favorisé cette évolution vers une orientation plus révolutionnaire. Cependant, cette évolution n'est pas irréversible. Comme hier à l'égard de l'Indonésie et aujourd'hui à l'égard du Pakistan, la bureaucratie au pouvoir à Pékin pourrait tenter une nouvelle fois d'utiliser le mouvement révolutionnaire dans tel ou tel pays du sud-est asiatique comme monnaie d'échange dans ses manœuvres diplomatiques. Il est donc nécessaire que les P.C. de ces pays s'émancipent de toute obédience à l'égard d'une quelconque des bureaucraties actuellement au pouvoir dans les États ouvriers pour que soient réunies les conditions les plus favorables à une exploitation de toutes les chances d'y faire progresser la révolution.

L'impérialisme américain est conscient des risques qu'implique pour lui l'extension internationale de la révolution vietnamienne. C'est pourquoi il a construit en Thaïlande une immense plateforme militaire, véritable plaque tournante de la contre-révolution en Asie, qui devrait lui permettre de frapper au besoin durement en n'importe quel point d'une zone qui s'étend de Manille à Karachi.

L'Indonésie est manifestement le pays-clé de toute cette zone. C'est là que l'intervention contre-révolutionnaire de l'impérialisme dans le sud-est asiatique a eu l'effet le plus néfaste, en donnant à l'équipe des généraux indonésiens la confiance nécessaire pour écraser le mouvement communiste. Mais c'est là aussi que l'impuissance de la bourgeoisie nationale à stabiliser tant soit peu la situation politique et sociale est apparue de la manière la plus frappante. Malgré le bain de sang d'octobre 1965, malgré l'ampleur de la victoire politique remportée par l'impérialisme, son « aide » militaire et économique (épaulée à distance par la bureaucratie soviétique), jointe à la corruption et à l'incapacité chronique de la classe dominante autochtone, n'ont pu arrêter la désintégration économique ni une nouvelle chute catastrophique du niveau de vie des masses, pourtant déjà très bas à la fin de l'ère Sukarno. C'est de l'évolution objective qu'est issue l'impulsion qui a permis la reprise de la lutte, sous une forme armée.

Le P.K.I. a été décapité ; il a perdu la plupart de ses cadres dirigeants ; mais ses cadres moyens étaient trop nombreux pour